Centre du Mali : De nouvelles attaques attribuées au JNIM alimentent l'insécurité dans les régions de Ségou et Mopti

MALI
1943
L'information est l'oxygène des temps modernes JEUDI 21 MAI 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

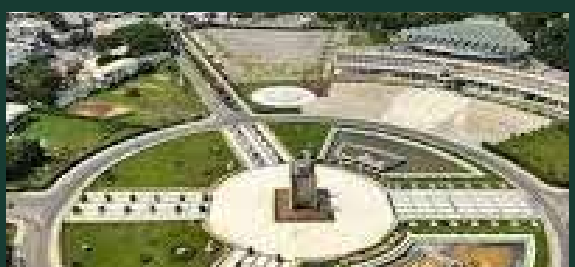




Magistrature malienne : Le Procureur Touré dénonce les failles du système



Gestion des crises et catastrophes : Le PM Maïga renforce le dispositif national de prévention



Libre circulation en Afrique : Le Togo franchit un cap historique

Sommaire







UNE /

Magistrature malienne : Le Procureur Touré dénonce les failles du système — P 04

BRÈVES /

Université au Mali : L'incarcération de la Pr Rokia Sanogo provoque l'émoi — P 12

Migration et action humanitaire : Le Mali et le CICR consolident leur collaboration — P 12

Libre circulation en Afrique : Le Togo franchit un cap historique — P 13

Insécurité à San : Les autorités instaurent une interdiction de circulation nocturne jusqu'à nouvel ordre — P 14

Centre du Mali : De nouvelles attaques attribuées au JNIM alimentent l'insécurité dans les régions de Ségou et Mopti — P 15

ACTUALITÉ /

Coopération agricole : Le Mali et la Suisse consolident leur partenariat au service du développement rural — P 17

Formation professionnelle : Oumou Sall Seck au contact des jeunes pour promouvoir résilience, responsabilité et patriotisme — P 19

POLITIQUE /

Éducation nationale : Le Projet d'Appui à la Décentralisation de l'Éducation au Mali évalue ses avancées et fixe de nouvelles perspectives — P 21

Gestion des crises et catastrophes : Le PM Maïga renforce le dispositif national de prévention — P 23

Chambre criminelle du tribunal de grande instance de la Commune IV de Bamako : Le Procureur de la République appelle à la diligence des procédures judiciaires — P 25

CULTURE & SOCIETÉ /

Journée Internationale des Familles : Pouvoirs publics et acteurs communautaires mobilisés pour protéger les familles face aux défis climatiques et sociaux — P 28

INTERNATIONAL /

Justice américaine : Elon Musk débouté face à OpenAI et Sam Altman dans une bataille judiciaire à plusieurs milliards de dollars — P 31

Guerre en Ukraine : La Russie affirme avoir repoussé une attaque massive de drones visant Moscou et plusieurs régions — P 33

SPORT /

Coupe du Mali : Le FC Diarra défiera le Djoliba AC dans une finale historique — P 35

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissako

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Magistrature malienne : Le Procureur Touré dénonce les failles du système





La première session ordinaire de la Chambre criminelle du Tribunal de Grande Instance de la Commune IV du District de Bamako a été officiellement ouverte ce mardi lors d'une cérémonie solennelle placée sous le signe du renforcement de l'État de droit, de l'efficacité judiciaire et de l'humanisation de la justice.

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Mamoudou Kassogué, du Secrétaire général du département, du Chef de cabinet ainsi que de plusieurs acteurs du monde judiciaire. Pour cette première session, douze affaires criminelles sont inscrites au rôle.

Au-delà du caractère institutionnel de cette rentrée judiciaire, les responsables de la juridiction ont voulu mettre en avant une vision axée sur la proximité avec les justiciables, la réduction des délais de traitement des dossiers et le désengorgement des établissements pénitentiaires, dans le strict respect des droits fondamentaux des personnes poursuivies.

Prenant la parole, le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de la Commune IV, Idrissa Hamidou Touré, a livré une intervention particulièrement remarquée, mêlant constats sociaux, bilan judiciaire et réflexion critique sur le fonctionnement de la justice.

Évoquant les réalités souvent méconnues du milieu carcéral, le magistrat a attiré l'attention sur la situation de nombreux détenus





confrontés à l'abandon familial.

« Beaucoup de familles ont tourné le dos à leurs enfants en prison. Certains en sont à n'avoir plus d'habits », a-t-il déclaré.

Face à cette situation, Idrissa Hamidou Touré a indiqué intervenir personnellement tous les six mois à travers des dons de vêtements d'une valeur de 650 000 FCFA destinés aux détenus les plus démunis.

« Je le dis pour susciter l'imitation », a-t-il expliqué, rappelant un principe transmis par le juge Baya Berthé : « le questionnement valorisant ».

Au-delà de l'aspect humain, le Procureur a également défendu le bilan de la juridiction de la Commune IV en matière de traitement des dossiers judiciaires.

Selon les statistiques présentées, cinq juges du siège — dont deux femmes — ainsi que trois substituts ont rendu près de 2 000 jugements correctionnels au cours de l'année 2025, un chiffre qu'il estime révélateur d'un engagement remarquable des magistrats.

« La culture de la promotion de la médiocrité décourage les bons cadres dans l'administration publique », a-t-il affirmé, dénonçant un système où le mérite et l'investissement professionnel ne seraient pas toujours suffisamment reconnus.

Le magistrat a également revendiqué des résultats importants en matière de gestion de la détention provisoire.

« En 2025, sur 745 détenus, nous en avons jugé 713. Seulement 32 n'ont pu être jugés pour divers motifs de renvoi », a-t-il indiqué, rejetant toute accusation de lenteur judiciaire concernant sa juridiction.

Dans un exercice d'autocritique rarement observé dans les milieux judiciaires, Idrissa Hamidou Touré a aussi appelé à une amélioration des pratiques professionnelles.

« Le bon magistrat est celui qui maîtrise les matières qu'il traite », a-t-il insisté, regrettant certaines insuffisances techniques et certains comportements qu'il juge incompatibles avec les exigences de la fonction judiciaire.

Cette réflexion a trouvé un écho dans l'intervention du Bâtonnier Souleymane Soufountera, qui a rappelé un principe fondamental de l'État de droit :

« Il ne peut y avoir de justice crédible sans une défense forte. Quelle que soit la gravité des charges pesant sur les accusés, ils ont droit à la présomption d'innocence. »

Entre performances statistiques, préoccupations humaines et appel à la réforme des pratiques, cette rentrée solennelle de la Chambre criminelle de la Commune IV aura surtout mis en lumière un enjeu central : bâtir une justice plus rapide, plus compétente, plus humaine et davantage digne de la confiance des citoyens maliens.

Moctar Sow

HORIZON

PLATEFORME POLITIQUE HORIZON
MESSAGE DE RÉCONFORT AU PEUPLE FRÈRE DU MALI

À Son Excellence Monsieur le Général de Brigade ASSIMI GOÏTA
Président du Conseil National de la Transition
Chef de l'État de la République du Mali

Au peuple frère du Mali,

C'est avec une profonde consternation que nous avons appris, par voie des médias, la situation tragique et macabre dont vous êtes injustement victimes.

Nous, Honorables, Hauts Cadres, Cadres, Membres et Sympathisants de la Plateforme Politique HORIZON de la République Démocratique du Congo, nous joignons à vous afin de vous témoigner notre compassion et de vous apporter notre réconfort dans cette douloureuse épreuve.

Consciente de la gravité de la situation que traverse le peuple malien en ces heures sombres de son histoire, la Plateforme Politique HORIZON tient à vous exprimer sa solidarité indéfectible et sa profonde compassion.

La résilience dont vous avez fait preuve jusqu'à ce jour demeure, pour nous peuples frères d'Afrique, une véritable source d'inspiration.
Que votre unité dans la diversité demeure cette lumière qui éclaire votre force intérieure et renforce la solidarité qui vous unit.

Face à cette épreuve douloureuse infligée par les terroristes et leurs alliés, gardez espoir. Ce moment de détresse, aussi difficile soit-il, ne saurait obscurcir l'avenir du Mali, qui sera, sans nul doute, encore plus radieux et prometteur.

Les ténèbres ne règneront pas toujours.

En ces instants tragiques, nos pensées les plus sincères vous accompagnent. À l'unisson, nos cœurs et nos esprits sont à vos côtés, mobilisés comme un seul homme contre ce fléau qu'est le terrorisme.

Paix aux âmes disparues
Que vive le peuple frère du Mali
Vive l'unité africaine
Que la paix et la concorde règnent dans nos pays

Pour la Plateforme Politique HORIZON

Son Excellence NGOY TSHISUAKA Dady
Coordonnateur National et International

Av. Entente n°15 Q/Singa-Mopepe
C/Lingwala Ville de Kinshasa
+243 821 031 031
+243 910 557 439

- Mohamed Assaleh Ag Ibrahim

Le Boulevard ASSIMI GOITA Allait refuser du monde ce jour à Tabakoro.

soyez-en sûre wallah le peuple est toujours mobilisé derrière ses autorités de la transition .

En image quelques personnes restés pour l'interview après qu'on ait libéré le monde

Tchi Tchogo Té Billahi, Nan béta an béssé



- ORTM2

Malien Koura · 3 h ·

#Respect et #Considérations aux deux frères d'armes. Général Sadio Camara et Général Abass Dembélé.



- Mimi La Bomba Africana

Tu es a kati ici koulo djalé do d'accord problème foyiiii tala boussan be sorassi nounou bolo a bé djon wadjou ou be ka tassouma da man kan fo i be koulé kan maiiiii couvre feu pardon ne finis pas daiiiii

- Miniankakai Sogoba

#Miniankakai sogoba

#RUSSIE_CHINE : À bord d'un avion spécial, le Président Russe, #Vladimir_POUTINE est arrivé à #Beijing dans la soirée du mardi 19 mai 2026, pour sa 25è visite en Chine.

(Quelques images)



- Mamoudou Sissoko

Il y a trois ans, j'ai été au cœur du processus ayant conduit à la mise en place du Guichet de la Diaspora au sein de L'API Mali, structure rattachée au Ministère de l'Industrie et du Commerce.

De la phase d'idéation portée au sein du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne, jusqu'aux démarches de plaidoyer auprès de plusieurs départements ministériels, j'ai contribué activement à la conception et à la structuration de ce dispositif.

Le lancement officiel s'est tenu en présence des Ministres :

- de l'Industrie et du Commerce,

- des Transports et des Infrastructures,

- de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale,

- des Maliens établis à l'Extérieur.

Ce Guichet visait un enjeu central : faciliter l'investissement productif de la diaspora et réduire les lourdeurs administratives liées à la création d'entreprises.

J'ai également eu le privilège d'animer le #Panel2 de cet événement : « Sesteurs Porteurs au Mali : Challenges et opportunités d'investissement pour la Diaspora ».

Cette expérience a renforcé mon engagement dans la gouvernance migratoire et la mobilisation stratégique de la diaspora, avec une conviction centrale : le potentiel de la diaspora ne devient impact qu'à travers des mécanismes structurants efficaces et opérationnels.

Aujourd'hui, les limites observées dans de nombreux contextes ne relèvent pas d'un manque de vision, mais d'un déficit de dispositifs de transformation.

Parmi les mécanismes structurants clés à renforcer :

- des guichets intégrés diaspora-investissement avec parcours simplifié, traçabilité et suivi des projets,

- des cadres de coordination interinstitutionnelle pour réduire la fragmentation administrative et accélérer la prise de décision,

- des mécanismes de financement hybrides dédiés à la diaspora (co-investissement, garanties, PPP ciblés).

Ces leviers sont essentiels pour transformer les politiques publiques en résultats économiques mesurables.

C'est sur cette articulation entre gouvernance migratoire, ingénierie institutionnelle et structuration de mécanismes d'investissement diaspora que j'interviens aujourd'hui, dans une lecture territoriale intégrée des dynamiques migratoires, couvrant les logiques de départ, de transit, d'accueil et de retour, ainsi que leurs interactions économiques et institutionnelles.

#Diaspora #Migration #Gouvernance #Investissement #PolitiquesPubliques #Développement #Mali #Consulting #PublicPolicy





- Verus+

Ce mercredi 19 mai, BouBoubacary Bocoumçoit Zeinab Evelyne Jacques dans Kibaru Fanga sur le thème : « Terrorisme : Quel rôle pour le citoyen aux côtés des Forces de Défense et de Sécurité ? ». Posez lui vos questions en commentaire



- Fabou Kante

UNE INVITATION A ABDOUL NIANG.

Bonjour à tous,

Quand je me promenais sur Facebook ce matin, je suis tombé sur une vidéo de mon intrépide jeune frère Abdoul NIANG. Je vous joins le lien. Ça m'a fait assez marré, et je l'ai transféré sur la plateforme d'échanges du Mouvement Tabalé, accompagnée du commentaire suivant :» Il faut faire attention à ses dires, ça rattrape toujours.»

Bien qu'il ne soit pas sur notre groupe, quelques minutes après un ami m'a envoyé cette publication de sa part que je vous joins aussi.

J'invite solennellement Abdoul NIANG, de immédiatement et sans délai, rendre public dans les plus petits détails, comme il sait bien le faire, ce qu'il a compris de Fabou KANTÉ

Bien de choses.



- Moussa Cissé

Quand la république est agressée, donnons-nous les mains pour la tirer du gouffre. Après, il y aura le temps de parole.

- Alpha Amadou Hampaté Ba dit Ben

Né en 1954, Moumouni Dembélé est diplômé de l'Ecole nationale d'administration (ENA) de Bamako en 1978, année à laquelle il intègre la fonction publique pour être titularisé en 1980. Après sa formation militaire de base (1982), il fait son cycle d'élève-inspecteur des douanes à l'Ecole nationale des douanes de Neuilly/Seine en France (1982-1983).

Moumouni fait ses premiers pas en 1981 comme chef du poste de douane de la gare de Kayes où il dirige la Brigade mobile d'intervention (BMI) en 1982.

Fraîchement revenu de Neuilly/Seine, il est nommé chef de visite du Bureau des douanes de Faladié (1983-1986), avant d'être propulsé directeur régional des douanes de Sikasso (1986-1989 puis 1995-1998), de Ségou (1989-1990) et de Bamako et Koulikoro (1990-1992 après un bref passage au Bureau des produits pétroliers).

A partir de 1992, le colonel qu'il était passe en revue les divisions à la direction générale des douanes : chef division comptabilité des recettes (1992-1995), chef division compensations financières en 1998-2001 (suivi du remboursement par l'Uémoa des moins-values de recettes douanières) et chef division relations internationales en 2001-2002 (suivi des dossiers de coopération bilatérale et multilatérale OMC, OMD, Cédéao, Uémoa et suivi du dossier de l'Agoa).

Moumouni monte ensuite d'un cran pour entamer une longue carrière de directeur. Entre 2002 et 2006, il est sous-directeur des recettes et études. A ce titre, il était point-focal douane du Programme de vérification des importations (PVI) ; président du Comité de mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane ; président du Comité de mise en œuvre des versions 2002 et 2007 du Système harmonisé ; et il animait des séminaires sur l'intégration africaine.

En juillet 2006, il est promu directeur général adjoint des douanes, chargé du suivi du programme avec le FMI, des réalisations de recettes, de l'exécution des plans stratégiques et des plans d'action opérationnels annuels. Il présidait également le comité de pilotage des reformes de l'administration des douanes maliennes.

A ce poste, il a battu le record de longévité puisque c'est en juillet 2011, soit cinq ans après, qu'il a quitté pour gérer le Bureau de contrôle interne (BCI). Là, il présidait le Comité de sélectivité automatique des contrôles et était chargé du suivi du contrôle de l'exécution du service et du suivi du PTG, du PAG et du RAP.

Le 5 août 2012, l'inspecteur des douanes de classe exceptionnelle, Moumouni Dembélé est nommé directeur général des douanes après 34 ans de bons et loyaux services dont 28 ans dans la conception et/ou le traitement des dossiers.

La nomination du colonel Moumouni Dembélé au poste de directeur général des douanes du Mali a été saluée par les couches économiques et financières. D'abord pour les valeurs humaines, sociales et les compétences professionnelles qu'il incarnait ; ensuite pour la garantie qu'il offrait quant au renflouement des caisses du Trésor public à un moment où c'est l'argent qui manquait le plus dans les caisses publiques. N'oublions pas que c'était sous la Transition de 2012.



5ème

Journée

Carrière et Formations Continues du COJEP

COLLECTIF DES JEUNES PHARMACIENS DU MALI

COJE.P

C/Media & Com COJEP

16 Mai 2026

Hôtel de l'amitié

Thème:

Le Pharmacien face aux défis du terrain: engagament, responsabilité et orientation

Édition

Infoline:
00 223 75 42 11 00

Parrain: Dr Malick Bane

Université au Mali : L'incarcération de la Pr Rokia Sanogo provoque l'émoi



Le monde universitaire malien traverse une séquence particulièrement préoccupante après l'incarcération de la Professeure Rokia Sanogo, figure reconnue de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique au Mali. Enseignante-chercheure à l'Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako (USTTB), elle a été placée sous mandat de dépôt et écrouée vendredi dernier au centre de détention pour femmes de Bollé, une situation qui suscite de nombreuses interrogations au sein de la communauté académique nationale.

L'annonce de cette détention a provoqué une onde de choc dans les milieux universitaires, où la Professeure Rokia Sanogo bénéficie d'une importante reconnaissance pour son parcours scientifique, son engagement dans la formation des étudiants et sa contribution au développement de la recherche universitaire au Mali.

Face à cette situation, le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (SNESUP), à travers sa section de la Faculté de Médecine et de Pharmacie, s'est rapidement mobilisé. L'organisation syndicale indique suivre l'évolution du dossier avec une attention particulière et affirme maintenir un état de vigilance maximale afin d'obtenir des éclaircissements sur les circonstances exactes ayant conduit à cette procédure judiciaire.

Selon les premières réactions enregistrées dans les milieux académiques, plusieurs enseignants-chercheurs expriment leur surprise et leur incompréhension face à cette affaire qui intervient dans un contexte où les universités maliennes font déjà face à de nombreux défis liés à la gouvernance, aux moyens de fonctionnement et à la valorisation de la recherche scientifique.

Le SNESUP entend notamment s'informer sur la nature précise des faits reprochés à leur collègue, tout en appelant au respect des principes fondamentaux de justice, notamment le droit à une procédure régulière et à la présomption d'innocence.

Au-delà du cas individuel de la Professeure Rokia Sanogo, cette affaire soulève déjà un débat plus large sur les rapports entre les institutions judiciaires et le monde universitaire, ainsi que sur les mécanismes de protection des acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Pour de nombreux observateurs, seule une communication claire des autorités compétentes et une procédure transparente permettront d'éviter les spéculations et de préserver la sérénité nécessaire au fonctionnement des institutions universitaires.

Alors que les regards restent désormais tournés vers les développements judiciaires à venir, le monde académique malien retient son souffle, dans l'attente d'éléments permettant de mieux comprendre une affaire qui secoue profondément l'enseignement supérieur national.

Karamoko B Keita

Migration et action humanitaire : Le Mali et le CICR consolident leur collaboration



Le ministre des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine, Mossa Ag Attaher, a accordé une audience, le lundi 18 mai 2026, à Nicolas Lambert, Chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) au Mali. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat entre les autorités maliennes et les acteurs humanitaires engagés auprès des populations les plus vulnérables.

Au cours des échanges, plusieurs questions majeures liées aux défis humanitaires et migratoires ont été abordées. Les discussions ont notamment porté sur les actions du CICR en faveur des populations affectées par les crises, les mécanismes d'assistance et de protection des personnes vulnérables, ainsi que les initiatives d'accompagnement des migrants confrontés à des situations de précarité ou de déplacement.

Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires, humanitaires et sociaux, le rôle des organisations humanitaires demeure essentiel pour soutenir les populations fragilisées et renforcer les dispositifs d'assistance sur le terrain.

Le ministre Mossa Ag Attaher a salué l'engagement constant du CICR au Mali, soulignant l'importance des efforts déployés par l'organisation dans l'accompagnement des personnes touchées par les crises et dans le soutien aux initiatives de protection humanitaire.

Les deux parties ont également réaffirmé leur volonté commune d'intensifier leur coopération autour des questions migratoires et humanitaires. Une attention particulière a été portée au renforcement des capacités des centres d'accueil des migrants, à l'amélioration des dispositifs de sensibilisation, ainsi qu'aux actions de prise en charge et de protection des personnes concernées.

Cette audience traduit la volonté des autorités maliennes et du CICR de consolider une collaboration durable face aux défis humanitaires croissants. Elle ouvre également de nouvelles perspectives de coopération visant à améliorer les conditions d'accueil et d'accompagnement des migrants tout en renforçant les mécanismes de solidarité en faveur des populations vulnérables.

À travers cette dynamique, le Mali et ses partenaires humanitaires entendent poursuivre leurs efforts pour apporter des réponses adaptées aux enjeux migratoires et humanitaires actuels.

Fatou Sissoko

Libre circulation en Afrique : Le Togo franchit un cap historique



Le gouvernement togolais franchit une nouvelle étape dans sa politique d'ouverture régionale. Le ministre de la Sécurité, le Colonel Calixte Batossie Madjoulba, a annoncé ce lundi 18 mai 2026 la suppression du visa d'entrée sur le territoire togolais pour l'ensemble des ressortissants des États africains détenteurs d'un passeport national en cours de validité.

Cette décision, prise sous l'impulsion du Président du Conseil, s'inscrit dans une dynamique visant à accélérer l'intégration africaine, faciliter la libre circulation des personnes et des biens et renforcer davantage la coopération entre les peuples du continent.

À travers cette réforme, les autorités togolaises affichent leur volonté de positionner le pays comme un véritable carrefour régional d'affaires, de services, de culture et d'échanges humains. Le Togo entend ainsi renforcer son attractivité économique tout en consolidant sa place dans le processus d'intégration africaine.

Selon les précisions apportées par le gouvernement, l'exemption de visa sera accordée pour une durée maximale de 30 jours aux voyageurs concernés. Toutefois, cette mesure ne dispense pas les visiteurs du respect des formalités de sécurité, d'immigration et des exigences sanitaires en vigueur.

Dans le souci d'assurer un meilleur contrôle des flux migratoires et une gestion sécurisée des déplacements, les autorités ont également instauré une procédure préalable obligatoire. Les voyageurs devront effectuer une déclaration sur la plateforme gouvernementale dédiée au moins 24 heures avant leur arrivée afin d'obtenir un bordereau de voyage à présenter aux postes frontaliers.

Le ministre de la Sécurité a invité l'ensemble des administrations concernées ainsi que les acteurs impliqués dans la mobilité régionale à accompagner la mise en œuvre de cette réforme présentée comme une avancée majeure pour le rayonnement du Togo.

Cette initiative pourrait également contribuer à renforcer les échanges commerciaux, le tourisme intra-africain et les opportunités économiques, dans un contexte où plusieurs pays du continent cherchent à accélérer la mise en œuvre concrète des principes de libre circulation et d'intégration régionale.

Arouna Sidibé

Insécurité à San : Les autorités instaurent une interdiction de circulation nocturne jusqu'à nouvel ordre



Face à une détérioration jugée préoccupante de la situation sécuritaire, les autorités administratives de la région de San ont décidé de renforcer les mesures de restriction de circulation afin de limiter les risques liés à l'insécurité grandissante.

Par une décision officielle en date du 18 mai 2026, le Gouverneur de la Région de San a annoncé l'interdiction de la circulation des véhicules et des motos sur toute l'étendue du territoire régional entre 21 heures 30 et 06 heures du matin, et ce jusqu'à nouvel ordre.

Selon les autorités, cette mesure exceptionnelle intervient dans un contexte marqué par une recrudescence de l'insécurité qui suscite de vives préoccupations quant à la protection des populations et à la préservation de l'ordre public. L'objectif affiché est de renforcer le dispositif sécuritaire et de permettre une meilleure maîtrise des mouvements durant les heures nocturnes.

Cette restriction concerne l'ensemble des usagers de la route, qu'il s'agisse des véhicules particuliers, des transports collectifs ou encore des motos, largement utilisées dans les déplacements quotidiens dans la région.

Toutefois, certaines catégories bénéficient d'une exemption. Il s'agit notamment des véhicules et engins appartenant aux Forces de Défense et de Sécurité (FDS), des véhicules disposant d'un ordre de mission dûment signé par les autorités compétentes ainsi que des situations d'urgence nécessitant une intervention ou un déplacement immédiat.

La décision est entrée en vigueur immédiatement à compter du 18 mai 2026 et restera applicable jusqu'à une nouvelle évaluation de la situation sécuritaire.

Cette mesure pourrait avoir un impact significatif sur les habitudes de déplacement des populations, les activités économiques nocturnes et le fonctionnement de certains services.

Dans un contexte national où plusieurs localités font face à des défis sécuritaires persistants, les autorités multiplient les dispositifs de prévention et de contrôle afin de protéger les citoyens et limiter les risques liés aux mouvements d'insécurité.

Les habitants de la région sont appelés au strict respect de cette décision et à la collaboration avec les services de sécurité pour favoriser un retour durable à la stabilité.

Mohamed N'Diaye

Centre du Mali : De nouvelles attaques attribuées au JNIM alimentent l'insécurité dans les régions de Ségou et Mopti



De nouvelles violences auraient été enregistrées dans le centre du Mali, où des attaques attribuées au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) viseraient des combattants traditionnels Dozo dans plusieurs localités des régions de Ségou et de Mopti.

Selon des informations circulant depuis plusieurs jours et relayées par différentes sources locales, ces attaques se seraient déroulées entre le 14 et le 17 mai 2026. Plusieurs embuscades et opérations ciblant des positions de patrouille auraient été menées dans des zones rurales déjà confrontées à une forte dégradation de la situation sécuritaire.

D'après ces informations, plusieurs membres des groupes de chasseurs Dozo auraient perdu la vie lors de ces affrontements. Des motos ainsi que des armes auraient également été saisies au cours des opérations attribuées aux combattants du JNIM. À ce stade, aucun bilan officiel n'a été communiqué par les autorités compétentes, et ces informations restent à confirmer de manière indépendante.

Depuis plusieurs années, le centre du Mali demeure confronté à une multiplication des violences impliquant groupes armés, milices communautaires et acteurs locaux de sécurité, dans un contexte marqué par une fragilisation persistante du tissu social et des difficultés sécuritaires majeures.

Les régions de Ségou et de Mopti figurent parmi les zones les plus exposées à cette dynamique de violences, où les populations civiles se retrouvent souvent prises entre les affrontements, les représailles et les déplacements forcés.

L'évolution de la situation laisse craindre une intensification du cycle d'insécurité dans les zones rurales, alors que plusieurs groupes armés continuent d'étendre ou de renforcer leurs opérations sur le terrain.

Face à cette situation, les enjeux de sécurisation des populations, de renforcement de la présence de l'État et de prévention des conflits communautaires demeurent plus que jamais au cœur des préoccupations dans le centre du Mali.

Fatou Sissoko

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

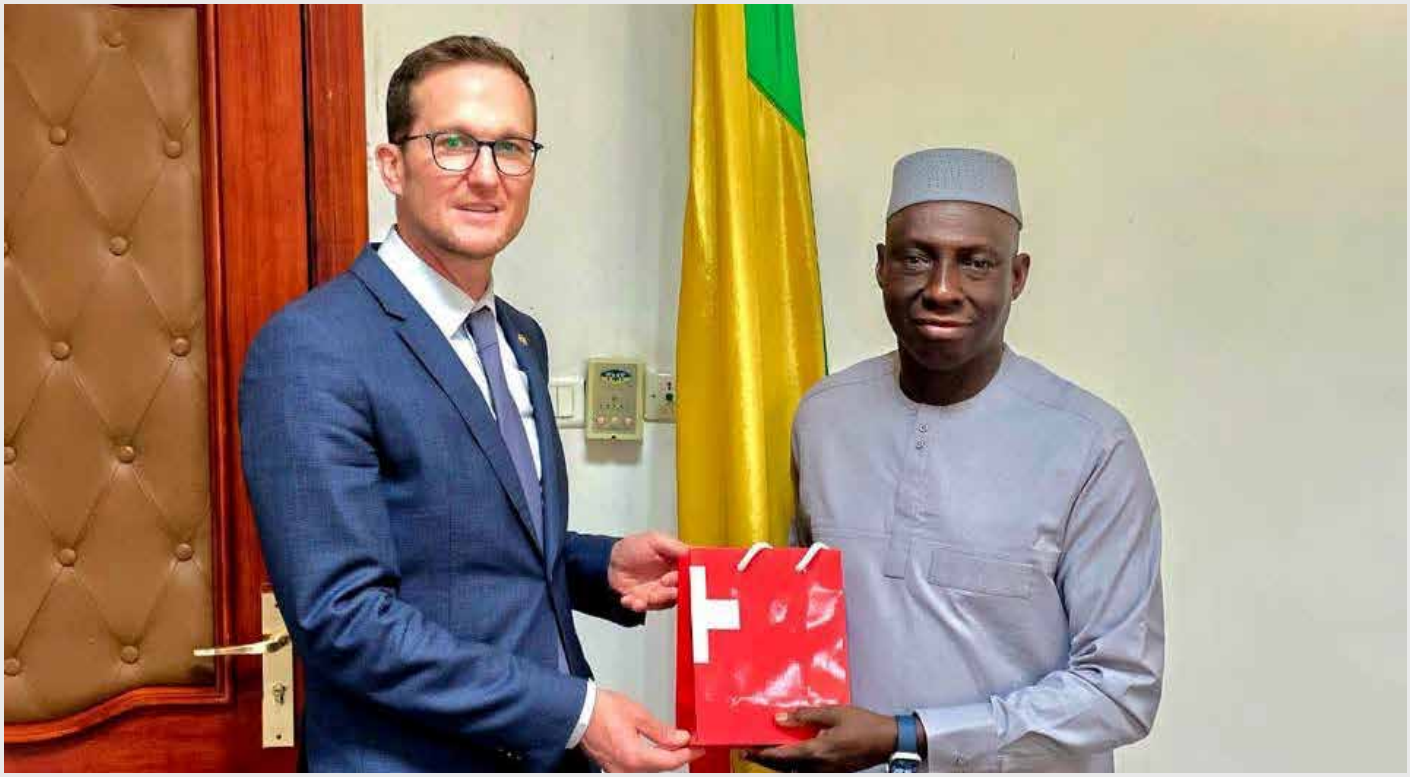
Coopération agricole : Le Mali et la Suisse consolident leur partenariat au service du développement rural



Le Mali et la Suisse entendent poursuivre et renforcer leur coopération dans le secteur agricole, considéré comme un pilier essentiel du développement économique et social du pays. Cette volonté commune a été réaffirmée ce mardi 19 mai 2026 à Bamako, à l'occasion d'une audience accordée par le ministre de l'Agriculture, Dr Ibrahima Samaké, à M. Claude Wandeler, nouveau Chef de la Coopération suisse au Mali.

Cette rencontre de prise de contact marque une nouvelle étape dans les relations de partenariat entre les deux pays, particulièrement dans un contexte où le développement agricole demeure au cœur des priorités nationales en matière de sécurité alimentaire, de création d'emplois et de lutte contre la pauvreté.

Au cours des échanges, les deux responsables ont abordé les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale entre le Mali et la Suisse dans plusieurs domaines liés à l'agriculture et au développement rural. L'entretien a permis d'évoquer les actions déjà engagées ainsi que les opportunités de consolidation des initiatives



conjointes en faveur du monde agricole malien.

Le secteur agricole constitue un levier stratégique pour l'économie nationale. Il représente une source majeure d'emplois et de revenus pour une grande partie de la population, tout en jouant un rôle déterminant dans l'approvisionnement alimentaire du pays. Face aux défis liés aux changements climatiques, aux difficultés d'accès aux infrastructures agricoles, à la modernisation des exploitations et à la résilience des producteurs, le renforcement des partenariats internationaux apparaît comme un axe majeur des politiques publiques.

À travers cette audience, le ministre Dr Ibrahima Samaké et le nouveau Chef de la Coopération suisse ont réaffirmé leur volonté commune de poursuivre les efforts déjà entrepris afin d'accompagner le développement du secteur agricole malien.

La Suisse figure parmi les partenaires engagés dans plusieurs programmes de coopération visant à soutenir les dynamiques de développement local, la résilience des populations rurales et l'amélioration des conditions de vie des communautés.

Cette dynamique de coopération pourrait également contribuer à renforcer les capacités techniques, l'accompagnement des producteurs, la modernisation des pratiques agricoles et la promotion d'une agriculture plus performante et durable.

Dans un contexte où les enjeux alimentaires, économiques et environnementaux prennent une importance croissante, les autorités maliennes multiplient les initiatives destinées à consolider les bases d'un secteur agricole plus résilient et davantage capable de répondre aux besoins des populations.

La rencontre entre les autorités maliennes et la Coopération suisse traduit ainsi une ambition commune : faire de l'agriculture un moteur durable de croissance, de stabilité économique et de développement pour le Mali.

Le renforcement de ce partenariat bilatéral ouvre également des perspectives encourageantes pour la poursuite des actions de soutien au monde rural et la consolidation des efforts en faveur d'une agriculture plus moderne, plus inclusive et plus compétitive.

Yacouba Ongoiba

Formation professionnelle : Oumou Sall Seck au contact des jeunes pour promouvoir résilience, responsabilité et patriotisme



La ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Madame Oumou Sall Seck, a entamé, le 18 mai 2026 à Bamako, une série de visites d'échanges avec les jeunes apprenants et les acteurs du secteur de l'emploi et de la formation professionnelle. Cette initiative s'inscrit dans une dynamique d'écoute, de sensibilisation et d'accompagnement de la jeunesse malienne dans un contexte national marqué par des défis sécuritaires et sociaux.

À travers cette tournée, la ministre a souhaité transmettre aux jeunes des messages d'apaisement, de responsabilité citoyenne, de résilience et d'espoir face aux épreuves traversées par le pays. Cette démarche intervient notamment dans un contexte de recueillement national après l'attaque terroriste du 25 avril 2026 ayant coûté la vie à une figure importante du Mali, le Général d'Armée Sadio Camara.

Dans le cadre de cette mission de proximité, Madame Oumou Sall Seck s'est rendue successivement au Centre de Formation Professionnelle (CFP) de Missabougou, au Complexe Rosey Abantara communément appelé « Rosey des Métiers », ainsi qu'au Centre de Formation Professionnelle de Sénou.

Au sein de ces établissements, la ministre a échangé directement avec les apprenants, les responsables pédagogiques et les acteurs impliqués dans la formation professionnelle afin d'écouter leurs préoccupations et d'encourager davantage l'engagement des jeunes



dans la construction de leur avenir.

Dans ses interventions, Madame la Ministre a insisté sur l'importance du calme, de la vigilance et du sens des responsabilités dans le contexte actuel. Elle a rappelé aux jeunes la nécessité de demeurer concentrés sur leurs objectifs de formation et d'insertion professionnelle, tout en participant activement à la consolidation des valeurs citoyennes.

Elle a également exhorté les apprenants à éviter les voies du gain facile et à privilégier le travail, la discipline et la persévérance comme fondements d'une réussite durable.

Patriotisme, loyauté, amour de la patrie et engagement citoyen ont constitué les principaux axes du message porté par la ministre lors de cette tournée.

Au-delà du message de sensibilisation, ces visites traduisent également la volonté des autorités d'établir un dialogue direct avec la jeunesse, considérée comme un levier essentiel du développement économique et social du Mali.

Dans un contexte où les défis liés à l'emploi des jeunes et à la qualification professionnelle demeurent majeurs, le renforcement de la formation professionnelle apparaît comme une priorité stratégique pour améliorer l'employabilité, favoriser l'entrepreneuriat et offrir davantage d'opportunités aux nouvelles générations.

À travers cette initiative, le département en charge de l'Emploi et de la Formation professionnelle réaffirme sa volonté d'accompagner les jeunes Maliens non seulement dans leur parcours d'apprentissage, mais aussi dans leur construction en tant que citoyens responsables et acteurs du développement national.

Karamoko B Keita

Éducation nationale : Le Projet d'Appui à la Décentralisation de l'Éducation au Mali évalue ses avancées et fixe de nouvelles perspectives



Le Projet d'Appui à la Décentralisation de l'Éducation au Mali (PADEM) poursuit sa dynamique de consolidation en faveur de l'amélioration du système éducatif malien. Le mardi 19 mai 2026, les acteurs engagés dans la mise en œuvre du projet se sont réunis à Bamako à l'occasion de la deuxième session du Comité de pilotage du PADEM, organisée dans la salle Marhaba II de l'Hôtel Azalaï Salam.

La rencontre était présidée par le Secrétaire général du Ministère de l'Éducation nationale, Monsieur Boubacar Dembélé, également Président du Comité de pilotage du projet.

Cette réunion stratégique a mobilisé plusieurs acteurs impliqués dans la gouvernance éducative et le développement du secteur de l'éducation au Mali. Étaient notamment présents les membres du Comité de pilotage du PADEM, des représentants des autorités administratives, des élus locaux ainsi que les responsables des organisations partenaires chargées de la mise en œuvre du projet.

Parmi les structures partenaires figurent plusieurs organisations engagées dans les questions éducatives et le développement communautaire, notamment Save the Children, CAEB, AMSS et CORDAID.

Cette session avait pour principal objectif de faire le point sur l'état d'avancement du projet, d'évaluer les résultats déjà obtenus sur le terrain et d'identifier les ajustements nécessaires afin d'améliorer davantage l'efficacité des interventions en faveur du système éducatif.

Au cours des échanges, les participants ont procédé à une analyse qualitative des activités réalisées dans le cadre du PADEM, tout en mettant en lumière les acquis enregistrés ainsi que les défis restant à relever.

La décentralisation de l'éducation constitue un axe majeur des politiques publiques visant à rapprocher davantage les services éducatifs des populations et à renforcer l'implication des collectivités territoriales dans la gestion des questions scolaires.

À travers le PADEM, les autorités



maliennes et leurs partenaires ambitionnent notamment d'améliorer la gouvernance éducative, de renforcer les capacités des acteurs locaux et de favoriser une meilleure planification des actions éducatives à l'échelle territoriale.

Les discussions ont également permis d'explorer les perspectives futures du projet afin de garantir une mise en œuvre plus efficiente des activités programmées.

Dans un contexte marqué par plusieurs défis affectant le système éducatif national, notamment les contraintes sécuritaires, les besoins en infrastructures scolaires, la qualité des apprentissages et la gouvernance éducative, les initiatives visant à renforcer la décentralisation apparaissent comme des leviers importants pour améliorer durablement les performances du secteur.

Les responsables présents ont réaffirmé leur engagement à poursuivre les efforts entrepris afin d'assurer une meilleure coordination entre les différents intervenants et d'optimiser les résultats attendus.

À travers cette deuxième réunion du Comité de pilotage, le PADEM confirme sa volonté d'accompagner les réformes éducatives et de contribuer à la construction d'un système éducatif plus inclusif, plus efficace et davantage adapté aux réalités des collectivités maliennes.

Yacouba Ongoiba

Gestion des crises et catastrophes : Le PM Maïga renforce le dispositif national de prévention



Le Gouvernement malien intensifie son dispositif de prévention et de gestion des risques liés aux catastrophes naturelles à l'approche de la saison hivernale. Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a présidé ce mardi 19 mai 2026 à Bamako la deuxième réunion du Comité interministériel de Gestion des Crises et Catastrophes, marquant une nouvelle étape dans la stratégie nationale d'anticipation et de réponse aux situations d'urgence.

Cette rencontre de haut niveau a permis de faire le point sur l'état d'avancement du plan d'actions de prévention des inondations pour l'année 2026, dont plusieurs activités majeures sont déjà en cours de réalisation sur le terrain.

Selon les informations communiquées au cours de la réunion, une vingtaine d'actions préventives ont été engagées afin de réduire les risques liés aux fortes pluies et aux catastrophes naturelles susceptibles d'affecter plusieurs localités du pays.

Parmi les mesures phares figurent notamment le lancement des opérations de curage des caniveaux et des collecteurs à Bamako ainsi que dans plusieurs régions du Mali. Ces travaux visent à améliorer l'écoulement des eaux pluviales et à limiter les



risques d'inondations qui affectent régulièrement certaines zones urbaines et périurbaines.

Les autorités ont également annoncé l'activation du Centre de Coordination et de Gestion de Crises (CECOGEC) en « mode crise » du 1er juin au 30 novembre 2026. Cette mesure vise à renforcer les capacités d'alerte, de coordination et d'intervention rapide des services compétents durant la période la plus sensible de l'année sur le plan météorologique.

Par ailleurs, des actions de libération de certaines servitudes et de lits de marigots à Bamako sont également engagées afin de prévenir les obstructions susceptibles d'aggraver les inondations.

Au-delà des mesures techniques, cette réunion a mis en lumière l'approche de pilotage gouvernemental portée par le Premier ministre Abdoulaye Maïga, qui poursuit une dynamique de coordination intersectorielle sur les grands enjeux relevant de l'appareil d'État.

Qu'il s'agisse des questions sécuritaires, de la gestion des catastrophes, de la résilience des populations, des infrastructures ou encore de la protection civile, la Primature entend maintenir un suivi rapproché des politiques publiques afin de renforcer la capacité de réponse de l'État face aux défis majeurs.

À l'issue des travaux, le Premier ministre a salué la qualité du travail accompli par les membres du Comité interministériel et les a invités à davantage de vigilance et d'anticipation.

Cette mobilisation traduit la volonté des autorités maliennes de privilégier la prévention et la préparation opérationnelle afin de protéger les populations et les infrastructures contre les conséquences des catastrophes naturelles.

À travers cette démarche, le Gouvernement réaffirme sa détermination à renforcer la résilience nationale et à consolider les mécanismes de gestion des crises dans une logique d'efficacité, d'anticipation et de proximité avec les citoyens.

Yacouba Ongoiba

Chambre criminelle du tribunal de grande instance de la Commune IV de Bamako : Le Procureur de la République appelle à la diligence des procédures judiciaires



Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Mamoudou Kassogué, a présidé, le 19 mai 2026, la cérémonie d'ouverture de la première session ordinaire de la Chambre criminelle du Tribunal de Grande Instance de la Commune IV de Bamako au sein de ladite juridiction. C'était en présence du Secrétaire général du ministère, du Chef de cabinet et de plusieurs acteurs du monde judiciaire.

Cette session ordinaire porte, à son rôle, 8 affaires impliquant 12 accusés détenus dont les infractions retenues contre eux sont celles d'assassinat, de meurtre, de coups mortels, de pédophilie, de viol, de vol qualifié, d'association de malfaiteurs, de détention illégale d'arme à feu, d'enlèvement de personne et séquestration et de faux et usages de faux. Toutes ces infractions ont pour dénominateur commun non seulement une volonté constante dans la commission des faits, mais aussi et surtout la connaissance, par leurs auteurs, du caractère répréhensible de leurs actes.

Elle s'inscrit également dans une dynamique de réduction des délais de jugement et de désengorgement des maisons d'arrêt, dans le strict respect des procédures et des droits des personnes poursuivies.

Prenant la parole, le Procureur de la République, Idrissa Hamidou Touré, a mis à profit cette occasion pour attirer l'attention sur la situation sociale et humaine de certains détenus. Beaucoup de familles ont tourné le dos à leurs enfants en prison. Certains en sont à n'avoir plus d'habits. Fort de ce constat, il a précisé qu'il intervient personnellement tous les six mois à travers des dons de friperie d'une valeur de 650 000 FCFA destinés aux détenus les plus délaissés. « Je le dis pour susciter l'imitation. C'est ce que le juge Baya Berthé appelait le principe du questionnement valorisant », a-t-il pilonné

Il est important de souligner que



cette déclaration a permis de mettre le curseur les enjeux humains liés au milieu carcéral et la nécessité d'une solidarité accrue envers les personnes privées de liberté.

Pour sa part, le Président du tribunal de grande instance de la Commune IV de Bamako, Niambe Michel Kéné a souligné que malgré la gravité des faits, les affaires doivent être examinées dans le strict respect des principes qui gouvernent le procès-pénal, notamment : la présomption d'innocence reconnue à tout accusé aussi longtemps qu'il n'aura pas été déclaré coupable, le droit pour chaque accusé d'être assisté d'un avocat, l'indépendance qui permet au juge de ne se décider qu'en âme et conscience et en fonction des éléments du dossier, l'impartialité qui permet au juge d'instruire à charge et à décharge et enfin la publicité des débats, dans les conditions déterminées par la loi

Le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Mali, Souleymane Soumountera, dira que pendant longtemps, la justice criminelle dans notre pays a souffert de son éloignement et de sa lourdeur, symbolisée par la tenue périodique et centralisée des Cours d'Assises. Cet ancien modèle, bien qu'historique, créait de longs délais de détention préventive et une déconnexion progressive entre le moment de l'infraction et celui du châtiment ou de l'acquittement. En confiant désormais le jugement des crimes aux Chambres Criminelles des Tribunaux de Grande Instance, le législateur malien fait le choix de la proximité, de la continuité et de la célérité. La justice n'attend plus ; elle s'établit là où les faits ont été commis, sous le regard de la communauté qui a subi le trouble social.



Pour l'Ordre des Avocats, cette décentralisation de la justice criminelle est une victoire pour les droits humains. Elle doit permettre de désengorger nos maisons d'arrêt et de garantir que toute personne accusée soit jugée dans un délai raisonnable, conformément aux engagements internationaux de notre République. « La nécessité d'une justice plus rapide plus technique a pris le dessus sur l'impératif démocratique de la participation citoyenne. Autant dire que le regard des citoyens est encore plus rigoureux sur notre travail, faisons-en sorte que la distance ne soit pas assez grande entre le peuple et l'institution judiciaire. En ce temps où le tribunal médiatique finit de juger les mises en cause avant la fin même de l'enquête préliminaire nous devons démontrer avec la rigueur de la loi que seuls les juges qui prennent les décisions de condamnation. Nous devons donc éteindre le bucher que d'autre allumer pour châtier les présumés innocents », a-t-il martelé.

Ibrahim Sanogo

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Journée Internationale des Familles : Pouvoirs publics et acteurs communautaires mobilisés pour protéger les familles face aux défis climatiques et sociaux



Dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale des Familles, les enjeux liés à la protection des familles et des enfants ont été placés au centre des réflexions lors d'une conférence-débat organisée le lundi 18 mai 2026 au Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant (CNDIFE) à Bamako.

Cette rencontre, qui s'inscrit dans le prolongement des activités commémoratives dédiées à la famille, a réuni autorités administratives, experts, partenaires techniques, acteurs communautaires ainsi que plusieurs participants venus échanger autour d'une problématique devenue majeure dans les politiques publiques et les dynamiques sociales contemporaines.

Placée sous le thème : « Rôle des pouvoirs publics et de la communauté dans la protection de la famille et des enfants contre les effets néfastes du changement climatique et la consommation des stupéfiants », la conférence a permis d'aborder deux défis majeurs qui affectent de plus en plus les structures familiales et les conditions de vie des populations.

Après le mot de bienvenue prononcé par le Directeur du Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant, suivi d'une note introductive du modérateur, les travaux se sont articulés autour de deux communications principales.

La première intervention a porté sur les conséquences du changement climatique sur les familles et les enfants. Les échanges ont mis en évidence les multiples répercussions environnementales,



économiques et sociales liées aux bouleversements climatiques.

Les participants ont notamment évoqué les difficultés croissantes auxquelles sont confrontés de nombreux ménages, notamment la fragilisation des moyens de subsistance, l'insécurité alimentaire, les déplacements de populations, ainsi que les impacts indirects sur l'éducation, la santé et la protection des enfants.

La seconde communication s'est concentrée sur la problématique de la consommation des stupéfiants et ses conséquences sur la cellule familiale et la jeunesse.

Les intervenants ont insisté sur les risques liés à la banalisation des substances psychoactives, particulièrement chez les jeunes, tout en mettant l'accent sur la prévention, la sensibilisation et le renforcement des mécanismes d'accompagnement des familles.

Au-delà des présentations techniques, les échanges interactifs ont constitué un moment fort de la rencontre. Les participants ont partagé leurs expériences, exprimé leurs préoccupations et formulé plusieurs recommandations visant à renforcer les stratégies de protection familiale et de résilience communautaire.

Les discussions ont également souligné la nécessité d'une action concertée impliquant pouvoirs publics, collectivités, organisations communautaires, familles et partenaires techniques afin de répondre efficacement à ces défis multidimensionnels.

La rencontre a pris fin par une synthèse des recommandations formulées au cours des débats, avant le mot de clôture prononcé par la représentante du Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Madame Sidibé Maïmouna Sanogo.

À travers cette initiative, les autorités et les acteurs engagés réaffirment leur volonté de renforcer les mécanismes de protection des familles, considérées comme le premier socle de stabilité, d'éducation et de cohésion sociale.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber; pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Resultats et Ameliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA.

Justice américaine : Elon Musk débouté face à OpenAI et Sam Altman dans une bataille judiciaire à plusieurs milliards de dollars



Un tribunal fédéral américain en Californie a mis un terme, lundi 18 mai 2026, à l'affrontement judiciaire opposant Elon Musk aux dirigeants d'OpenAI, en rejetant les accusations portées contre l'entreprise d'intelligence artificielle et son directeur général, Sam Altman. Cette décision marque une victoire majeure pour OpenAI après trois semaines d'un procès très médiatisé opposant deux figures majeures du secteur technologique.

Elon Musk, cofondateur d'OpenAI en 2015 avant son départ en 2018, avait engagé une procédure judiciaire en 2024 contre OpenAI, Sam Altman et Microsoft. Le milliardaire accusait l'entreprise d'avoir abandonné sa mission fondatrice à but non lucratif au profit d'une stratégie commerciale destinée à générer d'importants revenus financiers.

L'homme d'affaires reprochait notamment à OpenAI d'avoir transformé son modèle économique en contradiction avec les principes initiaux de l'organisation. Il demandait jusqu'à 134 milliards de dollars de restitution de profits qu'il jugeait indûment acquis, le départ de Sam Altman et de Greg Brockman de la direction de l'entreprise ainsi que l'annulation de



la restructuration ayant permis le développement des activités commerciales du groupe.

Mais le jury fédéral a estimé que la plainte avait été introduite hors des délais légaux prévus par la justice américaine. Les juges ont considéré qu'Elon Musk disposait d'un délai de trois ans pour agir et qu'il avait tardé à saisir la justice malgré sa connaissance ancienne de l'évolution du modèle économique d'OpenAI. La juge fédérale Yvonne Gonzalez Rogers a confirmé cette analyse et validé le rejet des accusations visant OpenAI et ses dirigeants.

Cette décision intervient à un moment stratégique pour OpenAI, qui prépare d'importants développements financiers et industriels dans le secteur de l'intelligence artificielle. Elle constitue également un revers pour Elon Musk, désormais engagé dans la montée en puissance de sa propre entreprise d'intelligence artificielle, xAI, concurrente directe d'OpenAI.

L'avocat d'Elon Musk a toutefois indiqué que son client envisageait de faire appel du verdict rendu par le tribunal californien.

Arouna Sidibé

Guerre en Ukraine : La Russie affirme avoir repoussé une attaque massive de drones visant Moscou et plusieurs régions



La guerre entre la Russie et l'Ukraine connaît une nouvelle escalade. Les autorités russes ont annoncé dimanche avoir fait face à l'une des plus importantes offensives de drones ukrainiens depuis le début du conflit il y a plus de quatre ans. Selon le ministère russe de la Défense, 556 drones ukrainiens auraient été interceptés et détruits au cours d'une vaste opération menée dans la nuit.

D'après les informations communiquées par Moscou, les systèmes de défense antiaérienne russes sont intervenus entre 22 heures et 7 heures du matin, couvrant plusieurs zones du territoire russe. Les interceptions auraient concerné quatorze régions du pays, ainsi que la Crimée annexée et les espaces situés au-dessus de la mer Noire et de la mer d'Azov.

La capitale russe et sa périphérie figurent parmi les secteurs les plus touchés. Le maire de Moscou, Sergueï Sobianine, a indiqué que plusieurs drones avaient été dirigés vers la ville, pourtant située à plus de 400 kilomètres de la frontière ukrainienne.

Selon le gouverneur de la région de Moscou, Andreï Vorobiov, une femme a perdu la vie dans la localité de Khimki, au nord-ouest de la capitale, tandis que deux hommes ont été tués dans la commune de Mytichtchi, au nord-est. Plusieurs habitations auraient également subi des dommages et des infrastructures auraient été touchées, faisant au moins quatre blessés supplémentaires.

À Moscou même, douze personnes auraient été blessées, principalement des ouvriers travaillant sur un chantier situé à proximité d'une raffinerie. Les autorités précisent toutefois que les installations pétrolières concernées n'ont pas vu leur activité interrompue malgré l'attaque.

Des dégâts matériels ont également été signalés à Sébastopol, en Crimée annexée, où plusieurs drones auraient été neutralisés.

Cette nouvelle séquence intervient dans un contexte d'intensification des frappes entre les deux pays. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky avait récemment affirmé que l'Ukraine considérait légitime de cibler certaines infrastructures pétrolières et militaires russes en réponse aux attaques meurtrières subies sur son territoire.

Cette nouvelle montée des tensions confirme l'élargissement du champ des opérations militaires bien au-delà des lignes de front traditionnelles.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

FEMAFOOT : Le nouveau COMEX engage le dialogue avec les Aigles du Mali à Paris



Le président de la Fédération Malienne de Football, Mahazou dit Baba Cissé, poursuit sa tournée de prise de contact avec les acteurs majeurs du football malien. En séjour à Paris aux côtés du premier vice-président de la fédération, Bassala Touré, le dirigeant sportif a rencontré plusieurs cadres de la sélection nationale des Aigles du Mali afin d'échanger sur l'avenir de l'équipe nationale et les grandes orientations du nouveau Comité exécutif (COMEX).

La réunion, tenue le lundi 18 mai 2026 en présentiel et en visioconférence, a réuni plusieurs internationaux maliens parmi lesquels Hamari Traoré, Amadou Haïdara, Néné Dorgeles, Kamory Doumbia et Mamadou Sangaré. D'autres cadres de la sélection, notamment Djigui Diarra, Aliou Dieng, Lassine Sinayoko, Lassana Coulibaly, Mohamed Camara et Mamadou Samassa, ont participé à distance. Le Team Manager des Aigles, Samba Sow, était également présent.

Selon la FEMAFOOT, cette rencontre stratégique intervient moins d'un mois après l'élection du nouveau COMEX et traduit la volonté des nouveaux dirigeants d'impliquer davantage les joueurs dans la reconstruction de la sélection nationale. Les échanges ont notamment porté sur la situation actuelle du football malien, les conditions de travail au sein des Aigles, ainsi que les difficultés liées à la communication, à l'organisation des déplacements et à certaines contraintes logistiques.

Le président Mahazou dit Baba Cissé a présenté aux joueurs la vision du nouveau Comité exécutif, axée sur le développement, l'innovation, la transparence et la réconciliation autour du football malien.

Profitant de son séjour parisien, le président de la FEMAFOOT a également rencontré Mohamed Lamine Sissoko, nommé le 14 mai 2026 au poste de Conseiller chargé de l'international. Une copie officielle de sa décision de nomination lui a été remise lors de cette rencontre.

À travers cette nomination, la FEMAFOOT entend renforcer sa présence sur la scène internationale en s'appuyant sur l'expérience et le réseau d'un ancien joueur emblématique des Aigles du Mali.

Les joueurs et les dirigeants ont enfin réaffirmé leur volonté commune d'œuvrer ensemble pour bâtir une sélection plus compétitive et ambitieuse. Tous les regards sont désormais tournés vers la prochaine nomination du sélectionneur national, considérée comme une étape déterminante pour ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire des Aigles du Mali.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com